

Construire un grand syndicat, TOUS ENSEMBLE !

Le congrès de refondation qui devrait se tenir à la fin de l'année va conclure un long processus entamé depuis plusieurs mois. Après des années d'oppositions et quelques mois de discussions, des étudiants qui s'engageaient dans des organisations différentes vont enfin construire ensemble le même syndicat.

Il était temps !

Nous nous sommes toujours battus dans nos organisations respectives pour l'unification, y compris quand ce thème n'était pas à la mode. La division syndicale qui perdurait était à nos yeux illégitime et mauvaise, car elle affaiblissait le mouvement étudiant. Elle n'avait pas de raison d'être : les racines de la division nous ramènent à des querelles de chapelles (souvent politiques) extérieures aux intérêts étudiants.

En construisant ensemble un grand syndicat, nous serons plus forts pour faire avancer les droits des étudiants, que ce soit au quotidien ou dans notre projet de démocratisation de l'enseignement supérieur. Les ministres ne pourront plus jouer la division pour éviter de répondre à nos revendications. Surtout, en construisant un seul syndicat pour tous les étudiants, apparaissant comme notre représentant naturel, un outil ouvert à toutes et à tous, on peut espérer redonner au mouvement étudiant confiance dans ses propres forces : depuis 1995, il n'y a pas eu de grandes luttes étudiantes, de grèves ou de manifestations massives. **Pourtant l'histoire est là pour nous montrer que leurs principales victoires, les étudiants les ont obtenues sur le terrain, en se mobilisant.**

Il faut réussir l'unification.

L'ampleur des attaques contre le service public d'éducation rend plus que jamais nécessaire la construction d'un grand syndicat unifié. **Non, nous ne voulons pas des pôles d'excellence, nous ne voulons pas de facs d'élites pour les plus riches, à côté de facs poubelles pour les autres !** Avec le plan U3M, c'est ce qui est en train de se passer. Nous ne voulons pas non plus que les universités se transforment en entreprises ou qu'elles soient le nouveau terrain de jeu du MEDEF. Les études sont indispensables pour trouver un emploi, mais elles sont tout aussi essentielles pour permettre à chaque jeune d'accéder au savoir, à la culture générale, pour se former comme citoyen. Avec la création des licences professionnelles, la loi sur l'innovation, c'est la logique du profit qui pénètre le service public d'éducation pour le transformer en simple usine de fabrication des "salariés-kleenex".

Il est donc plus que temps de se rassembler. Les enjeux d'aujourd'hui nous l'imposent. Pour contribuer à la réussite de ce processus, nous avons lancé un appel, "Tous Ensemble, réussir l'unification pour refonder le mouvement étudiant", destiné à relayer à la base une dynamique essentiellement impulsée par le sommet (accord entre les directions des deux UNEFs pour les élections à la MNEF, puis au CNESER). Cet appel a rassemblé des étudiants de toute la France, membres de l'UNEF-ID, de l'UNEF, de Sud étudiant, et des non-syndiqués. Il regroupe aujourd'hui plus d'une centaine de signataires. Il traçait à grands traits les principes qui nous semblaient importants pour que le processus d'unification ne se réduise pas à la simple addition de deux syndicats, mais qu'il entraîne une véritable dynamique associant le maximum d'étudiantes et d'étudiants.

La condition de base pour réussir l'unification, c'est la démocratie.

Nous ne voulons pas être des professionnels du syndicalisme, déconnectés de la réalité des facs, des IUT et compagnie. Si nous voulons construire un syndicat massif, il faut poser les conditions de son indépendance, de l'expression des diverses sensibilités du mouvement étudiant, du contrôle démocratique par tous les adhérents de ses décisions, de ses orientations et de ses dépenses. Chaque votant doit peser du même poids dans les prises de décision. Le droit de tendance doit être garanti, pour permettre à ceux qui ne sont pas d'accord avec une orientation majoritaire d'essayer de convaincre les étudiants qu'une meilleure orientation est possible. Toutes les composantes du syndicat doivent être associées à son activité, car si nous ne sommes pas d'accord sur tout, nous voulons ensemble, à travers une organisation commune, améliorer les conditions d'études et de vie de tous les étudiants. Il faut une commission de contrôle financière, pour assurer la transparence du fonctionnement financier de notre organisation.

Si le syndicat est démocratique, si les étudiants pensent que leur point de vue est effectivement pris en compte par notre organisation, alors elle pourra croître naturellement...

Nous voulons construire un syndicat combatif.

Construire une organisation proche des étudiants, c'est avoir un syndicat qui se fixe comme but de mettre en mouvement les étudiants. Quand il y a des problèmes d'inscription par exemple, nous n'essayons pas de régler les problèmes dans le dos des étudiants concernés, en discutant sans eux avec les administrations. Nous rassemblons

les étudiants, leur proposons des actions collectives, car c'est de cette manière que nous pouvons peser et obtenir des victoires en toute indépendance.

Cette préoccupation de faire la démonstration aux étudiants de la force de l'action collective est aux sources de notre engagement syndical. Elle doit être une préoccupation permanente.

Tout le monde constate aujourd'hui un nouveau climat dans la société.

C'est ce qu'explique notre campagne de rentrée : on ne peut plus nous dire que ça va pas être possible, il y a des richesses pour faire le pari de la jeunesse, consacrer à l'enseignement un vrai budget, ambitieux. En même temps, les attaques se développent contre les services publics et les acquis sociaux des jeunes et des salariés, souvent au nom de la construction européenne ou bien de la mondialisation. Au carrefour de ces contradictions, dans une période où les régressions sociales autant que les victoires sont possibles, une nouvelle conscience de l'action collective se construit dans la jeunesse. Elle s'est exprimée, depuis les mobilisations de Seattle, autour des luttes contre la mondialisation libérale. Le temps fort, en France, c'était Millau. Ce sont de nouvelles exigences de progrès, de solidarités et de démocratie qui s'expriment dans ces luttes. Elles répondent à tous ceux qui, au nom de la concurrence et de la responsabilité, organisent dans notre dos la privatisation des services publics.

Pour un syndicat engagé contre la mondialisation libérale !

La mondialisation ne s'arrête pas aux portes de l'Université : c'est en son nom que le gouvernement veut construire des pôles d'excellence, qu'il met en place les licences professionnelles... Les luttes contre la mondialisation ne doivent pas s'arrêter non plus aux limites de l'université. Dans ce nouveau contexte, la nouvelle organisation que nous construisons doit jouer un rôle moteur pour mettre les étudiants en mouvement.

Les valeurs que porte la jeunesse active dans ces nouvelles luttes font écho à notre projet syndical, un projet de transformation sociale. Sachons répondre à ces nouvelles attentes de la jeunesse !

→ **il faut refuser la mondialisation libérale et les réformes qui l'illustrent concrètement sur le terrain universitaire** : plan U3M (pôles d'excellence et concurrence entre les établissements), loi sur l'innovation (marchandisation de la recherche et des universités), professionnalisation (licence professionnelle)... Or aujourd'hui, les directions tant de l'UNEF que de l'UNEF-ID se sont plutôt placées dans une logique d'accompagnement de ces réformes.

→ **il faut un vrai budget pour l'Education**, en finir avec l'austérité : une loi de programmation budgétaire pour embaucher des profs, des assistantes sociales, des personnels, dédoubler les TD, construire des bâtiments, des logements étudiants...

→ **il faut une allocation d'études universelle et sociale** qui donne les moyens à chaque jeune d'accéder à l'université, financée comme une part du salaire socialisé (c'est-à-dire comme pour le chômage et les retraites, en faisant cotiser les entreprises)

→ **il faut l'égalité entre français et étrangers**, pour les étrangers une carte d'étudiant = une carte de séjour, abrogation des lois et circulaires discriminatoires

→ **il faut l'égalité hommes / femmes**, notre syndicat est féministe !

→ **il faut une harmonisation européenne par le haut des droits étudiants**, pour construire un véritable service public européen d'éducation

→ **il faut un syndicat conscient que les étudiants sont de futurs salariés**, qui travaille en lien avec les syndicats de salariés (pour défendre les stagiaires, les étudiants en interim et en petits boulots)

→ **il faut un syndicat solidaire de toutes les luttes pour construire une société plus juste**, de la lesbian and gay pride aux marches mondiales des femmes, en passant par la lutte des sans-papiers...

Karel YON (UNEF-ID, Paris 1, Bureau national), Vincent CHANSON (fraction Sud étudiant, Rennes), Anthony SMITH (fraction Sud étudiant, Paris 2), Marie-Pierre TOUBHANS (UNEF-ID, Paris 1, Bureau national), Thierry GUINTRAND (UNEF-ID, Paris 10, Commission de contrôle), Gaël QUIRANTE (UNEF, Paris 10), Antoine PELLETIER (UNEF, Paris 6), Alban DESOUTTER (UNEF-ID, Montpellier 1, Bureau national), Sébastien MEUNIER (UNEF-ID, Perpignan), Ambre IVOL (UNEF-ID, Paris 3), Leïla CHAVIGNE (UNEF-ID, Amiens), Benoît BUTEUX (UNEF-ID, Amiens), Aurélia GAILLARD (UNEF-ID, Le Mans), Francesco GILIANI (UNEF-ID, Paris 1), Jérôme LECLERE (UNEF-ID, Reims, élu au CNOUS), Valentine SPINDLER (UNEF-ID, Strasbourg), Jean DUCANGE (UNEF-ID, Paris 1), Adrien PETTRE (UNEF-ID, Rennes), David PIJOAN (UNEF-ID, Toulouse), Karim AMAOUI (fraction Sud étudiant, Orléans), David PINEAU (fraction Sud étudiant, Tours), Bora Yilmaz (UNEF-ID, Nancy), Nicolas MAINERAY (UNEF-ID, Nancy)...